Le collectif pour une autre politique migratoire 67 qui est l'assemblée locale des Etats Généraux des Migrations soutient la marche nationale des sans papiers

Notre collectif regroupe un certain nombre d'associations qui, à partir de leurs diverses expériences concrètes, proposent une autre vision des personnes migrantes. Il intervient auprès des institutions nationales et européennes pour faire évoluer des politiques migratoires qui sont de plus en plus liberticides inspirées par une vision exclusivement sécuritaire et trop souvent électoraliste de réalités dont la complexité est niée. Ces politiques amènent la stigmatisation et la fragilisation des personnes migrantes quelles que soient leurs situations administratives: réfugiés, demandeurs d'asiles, résidents, sans papiers.(voir verso)

Parce que leur situation administrative est trop souvent le résultat d'événements de vie complexes et douloureux
Parce qu'au cours des derniers mois ils ont souvent été des « premiers de corvée » de l'ombre
Parce qu'ils exercent dans la vie sociale et certains secteurs de l'économie des fonctions réelles et…rentables pour ceux qui les exploitent
Parce que la précarité de leur statut les fragilise et les prive ainsi que leurs familles de droits fondamentaux
Nous soutenons leur marche militante et leur volonté d'aboutir à une régularisation conforme aux principes de notre Etat de droit.

Le collectif pour une autre politique migratoire: la Cimade, CASAS, La Vie Nouvelle, CCFD-Terre solidaire, MRAP, Pastorale des Migrants, Ligue des droits de l'homme, OXFAM, Eucaso.

France, pays des droits de l'homme ?

Depuis quelques semaines les mauvaises nouvelles s'accumulent dans le domaine de la demande d'asile et de la migration :

- Arrêté préfectoral d'interdiction de distribution des repas à Calais par les associations non mandatées à compter du 11.9.20, décision confirmée le 22.9.20 par le tribunal administratif
- Arrêt de la convention d'occupation au 28 octobre prochain, du « refuge solidaire » où peuvent se reposer les personnes ayant franchi les montagnes, par le maire de Briançon
- Projet de création de 4 nouveaux centres de rétention, alors que les conditions sanitaires ne sont pas respectées et que la reconduite est bien souvent impossible, menant à une libération après une période d'enfermement coûteuse, anxiogène, qui a déjà motivé plusieurs avertissements de la Commission Européenne des Droits de l'Homme du fait de l'enfermement d'enfants, ne sont que quelques-uns des évènements récents**.**

Les problèmes irrésolus demeurent aussi :

- Impossibilité d'obtenir des rendez-vous en Préfecture par internet, alors que c'est le seul moyen d'en avoir, du fait du nombre très réduit de plages horaires disponibles. Il faut attendre des semaines voire des mois ou plus pour obtenir un rendez-vous, ce qui peut amener à perdre la validité de son titre de séjour quand on en demande le renouvellement et ainsi perdre tous les droits qui s'y rattachent (travail, prestations familiales, aide au logement etc…), voire s'exposer à une reconduite à la frontière. C'est aussi laisser libre cours à tout un trafic juteux pour le paiement de ces rendez-vous à des intermédiaires.
- Sous dimensionnement dramatique du réseau d'hébergement des demandeurs d'asile, conduisant entre la moitié et les deux tiers de ces demandeurs à rester à la rue de longs mois et pour les personnes seules toute la durée de leur procédure d'asile.

A l'échelle européenne ce n'est pas mieux :

- L'Europe manque de la plus élémentaire des solidarités envers les pays qui, au Nord de la Méditerranée, se voient obligés de faire face seuls au débarquement de personnes s'entassant dans des camps, en Italie, à Malte ou en Grèce. Le tragique incendie du camp de Moria, laissant sans abri des dizaines de milliers de personne en est un exemple récent.
- De même les bateaux qui sauvent les naufragés en mer, errent pendant des jours entiers avant de pouvoir s'arrêter dans un port où de plus en plus, le bateau est empêché de repartir sous des motifs administratifs divers.
- Il est impossible de trouver des places d'accueil en nombre suffisant, mais les fonds attribués à Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, ne cessent d'augmenter.
- Les accords de Dublin sur la répartition des demandeurs d'asile dans le premier pays de passage, sont unanimement dénoncés mais le texte proposé par la Commission européenne le 23 septembre dernier prévoit plus d'augmentation des renvois, et aucune solution réelle pour venir en aide aux pays en première ligne de l'accueil

Nous dénonçons l'instrumentalisation de toutes ces questions pour des motifs électoraux, la réduction des phénomènes migratoires à des enjeux sécuritaires, et persistons à penser que l'accueil est une chance pour nos pays, et que la solidarité sur une terre embrasée par les conflits de toute sorte et d'une humanité en danger du fait du réchauffement climatique, est la seule solution viable à long terme.